



Col de l'Échelle deux poids, deux mesures ! Relaxe pour les trois camarades inculpé.es !

Dimanche 22 avril, suite à une rencontre-débat sur le thème des frontières en Italie, une marche spontanée est organisée de Clavière (Italie) à Briançon. Elle se veut aussi une réponse à la présence accrue de forces militaires et policières à la frontière et à l'action de Génération identitaire.

En effet, la veille, le groupe d'extrême-droite avait bloqué la frontière entre la France et l'Italie au Col de l'Échelle, étalant leur propagande nauséabonde, barrant la route à des exilé.es fatigué.es par leur marche en montagne, les mettant ainsi potentiellement en danger, le tout sous le regard complaisant des autorités. Le groupuscule a ensuite largement diffusé sur les réseaux sociaux les photographies de ses « exploits ». Cette action spectacle est dans la lignée de celle organisée en Méditerranée à l'été 2017 par des militant.e.s d'extrême droite de plusieurs pays européens pour tenter de saborder le sauvetage de migrant.es, qui s'était finie piteusement par un échec et un départ en cachette grâce à la mobilisation internationale antifasciste.

La manifestation du dimanche a réuni des centaines de personnes et a permis le passage d'une trentaine de migrant.es. Les manifestant.es sont arrivé.es sans problème au refuge solidaire. Mais, à l'issue de cette manifestation spontanée, six personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre. Trois ont finalement été relâchées mais trois autres sont toujours en détention provisoire, à Marseille, dans l'attente de leur procès prévu le 31 mai 2018. Poursuivies pour « avoir par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière en France de plus d'une vingtaine d'étrangers, avec cette circonstance que les faits ont été commis en bande organisée », elles risquent jusqu'à 10 ans de prison et 750 000 euros d'amende. Par ailleurs, un participant a été violenté par les forces de l'ordre lors d'un contrôle d'identité : après avoir été plaqué face contre terre, il a reçu des coups de matraque puis a été traîné par les pieds dans les escaliers, toujours face contre terre, et pour finir, jeté sur le goudron deux mètres plus loin. Les policiers ont gazé tout le monde dans la foulée, y compris la personne qui gisait au sol. La personne violentée a eu 10 jours d'interruption totale de travail.

Notre organisation syndicale dénonce ces deux poids, deux mesures : encore une fois c'est la solidarité qui est réprimée ! Alors que les identitaires ont pu regagner leurs pénates, trois militant-es solidaires dorment en prison ! C'est totalement inadmissible.

Notre organisation syndicale exige l'abandon des poursuites contre les trois personnes inculpé.e.s ! Nous réaffirmons aussi le droit à toutes et tous de pouvoir circuler et s'installer librement, l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous/tes les « sans papiers ».

**Stop à la criminalisation du soutien aux migrant-es !
Liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous !**

18/05/2018

SUD Culture Solidaires – 61 rue de Richelieu – 75002 PARIS – tel : 01.40.15.82.68 – sud@culture.fr